jour un titre dont la république chercheroit à se prévaloir, pour bleffer les droits incontestables.

Au reste tout ce qui s'est fait relativement aux forts, n'a été qu'une opération purement civile, exécutée au nom & par des officiers & employés civils, & sous leur direction. Il n'y avoit point de bataillon, point de colonel qui commandoit, comme le dit le rapport parvenu aux Etats-généraux; il n'y avoit que quelques détachemens de troupes, que les commissaires du civil avoient demandé que l'on tint à portée pour protéger au besoin les démarches qu'ils auroient été obligés de faire, en vertu de leur charge, pour le maintien de la souveraineté de S. M. Si néanmoins les officiers & employés civils se sont portés dans cette circonstance à quelques excès, le Gouvernement sera prêt en tout tems à prouver à L. H. P. son desir & son empressement à ne pas laisser sans punition des démarches contraires à son intention, ou aux égards qu'il se fait une loi de faire observer envers tous les Etats voisins; & il a déjà ordonné qu'on lui présente promptement un récit exact de toutes les circonstances relatives aux faits & aux griefs exprimés dans la piece jointe au mémoire de Mr. le baron de Hoop; mais d'ailleurs le Gouvernement, encore sans satisfaction sur le fait atroce de la garnison de Liefkenshoek, ainsi que sur tant d'autres faits & griefs insultans, consignés dans le mémoire du 4 Novembre, doit naturellement regarder les plaintes & la demande relatives à Paillière des forts, comme d'autant moins attendues, que l'on s'y borne, quant à l'objet du tort qui a été fait sur le canal de St. Paul à quelques sujets de S. M., à témoigner une disposition à faire punir l'instrument ou l'exécuteur de ce tort, s'il résulte des informations, qu'il s'est émancipé ou écarté de son devoir, tandis qu'il a commis une violation caractérisée du territoire de l'Empereur, & que S. M. a droit d'attendre également sur ce fait une satisfaction prompte & éclatante.